

Paris, le 28 JAN. 2021
N°D-21-000476 ARM/EMA/SC PERF/DIAR/NP

NOTE

à l'attention des
Destinataires *in fine*

- OBJET** : directive de gestion pour 2021 de la ressource T2 dédiée à la réserve opérationnelle des organismes interarmées.
- RÉFÉRENCES** : a) arrêté du 02/09/2011 modifié, relatif aux délégués aux réserves ;
b) lettre n° D-20-006259/ARM/EMA/DIAR/NP du 25 novembre 2020 ;
c) D-20-006272/ARM/EMA/PERF/DIAR/NP du 30 novembre 2020 ;
d) note n° D-20-066592/ARM/EMA/PERF/DIAR/NP du 11 décembre 2020 ;
e) note n° D-18-004318/ARM/EMA/PERF/DIAR/BCIAR/NP du 29 juillet 2018 ;
f) note n° D-19-001415/ARM/EMA/SC-PERF/DIAR/NP du 13 mars 2019 ;
g) ordre administratif N°229/ARM/SCA/CISDP/PCM/SE du 20 mars 2019 ;
h) décret n°2017-328 du 14/03/17 relatif aux mesures d'attractivité au profit des réservistes ;
i) Note n°0001D20024975/ARM/SGA/DRH-MD/SPRH du 18 décembre 2020.
- ANNEXES** : six.
- P. JOINTES** : quatre.

Après quatre années de conditions exceptionnelles en raison de la montée en puissance des réserves, la gestion du titre 2 réserves revient à une situation normale.

Du fait de l'importante surconsommation de l'année 2019, un strict respect des droits de tirage accordés avait été exigé par le cabinet pour 2020, année dont le contexte global a été bien différent du précédent pour l'ensemble des ressources du Titre 2 du ministère. La discipline demandée depuis la fin de l'année 2019 et la rigueur budgétaire des employeurs ont permis de terminer l'année 2020 dans une situation optimale, malgré une « surchauffe » de début d'année et les chaos occasionnés par la crise sanitaire.

Pour permettre aux employeurs d'optimiser leur droit de tirage, pour l'exercice 2021, les têtes de chaînes et les OIA ont déjà reçu fin novembre des « orientations sur le processus de répartition et de coordination du T2 réserve pour 2021 » (réf. c) suivies le 11 décembre 2020 par la note attribuant « les droits de tirage en T2 Réserves des Organismes interarmées pour l'année 2021 (réf. d).

La gestion des crédits dédiés au T2 des réservistes des armées, directions et services (ADS) est de la responsabilité de chaque responsable de budget opérationnel de programme (RBOP) en lien avec son délégué aux réserves (DRES). Ceci s'applique aux réservistes affectés par chaque ADS dans les OIA.

Le bureau interarmées des réserves (BIAR) de la division Organisation Ressources Humaines (DORH) de l'état-major des armées (EMA/OCM/DORH/BIAR) anime le dialogue de gestion sous l'autorité conjointe du chef de la DORH et du DIAR. Il propose la répartition des crédits¹ entre BOP, y compris hors périmètre EMA, au responsable de programme (RPROG²), étudie les besoins des ADS et des OIA, détermine la part du budget à réserver aux OIA.

La rémunération des réservistes opérationnels employés au sein des OIA³ est imputée, par droits de tirage, sur la part « hors domaine fonctionnel » allouée par le DIAR, après dialogue avec les RBOP, au budget opérationnel de programme (BOP) de chaque armée ou service gestionnaire dont ils relèvent, selon la nomenclature suivante :

BOP 0212-0081 (personnel militaire de l'armée de terre) ;

BOP 0212-0082 (personnel militaire de l'armée de l'air) ;

BOP 0212-0083 (personnel militaire de la marine nationale) ;

BOP 0212-0085 (personnel militaire du service de santé des armées) ;

BOP 0212-0088 (personnel militaire du service des essences des armées) ;

BOP 0212-0089 (personnel militaire du service du commissariat des armées) ;

BOP 0212-0090 [SGA pour les ingénieurs militaires d'infrastructure (IMI) seulement].

Le BIAR :

- suit la consommation de ces crédits, grâce aux comptes rendus mensuels qu'il reçoit ; il mesure l'écart éventuel par rapport au cadencement mensuel de programmation de la dépense désormais demandé par la note de référence d).
- transmet les directives du DIAR aux OIA, via le collège des employeurs.

Dans le but de maintenir l'effort de rigueur initié en 2020 tout en optimisant l'emploi des réservistes, il est décidé de responsabiliser les employeurs dans l'application des principes de gestion à mettre en œuvre, dans la continuité de ceux évoqués dans les deux documents déjà cités (réf. b et d). Ces principes, **différents à la marge de ceux appliqués en 2020**, sont expliqués ci-après et détaillés en annexes de cette directive :

- L'employeur principal de chaque réserviste est son organisme d'affectation, celui au titre duquel il a signé un ESR. L'employeur principal est seul responsable du suivi de toutes les activités de chacun de ses réservistes. Il peut mettre l'un de ses réservistes à la disposition d'un autre organisme pour une durée déterminée, à la demande et aux frais de l'organisme receveur dit « employeur secondaire ». L'employeur principal est responsable du nombre d'employeurs secondaires comme du nombre global de jours d'activité de chacun de ses réservistes. Aucune demande de NPJA au-delà de 150 jours ne sera accordée au titre du cumul entre plusieurs employeurs.

¹ Lettre de référence b) crédits de titre 2 dédiés à la réserve opérationnelle en 2021.

² La responsabilité de la consommation des crédits est du ressort du RPROG devant le Parlement.

³ OIA ressortissant principalement au périmètre du CEMA ; cf annexe I et II du document de référence d).

- Pour intégrer les délais de paiement et le report de charge de l'année N-1 sur l'année N, l'employeur planifie désormais dès le dernier trimestre de l'année N-1 l'ensemble des activités des réservistes pour l'année N du 1^{er} novembre au 31 octobre pour pouvoir les prioriser, et ne pas se laisser surprendre par des besoins nouveaux non arbitrés. Ces prévisions doivent rester dans la limite des droits de tirage qui ont été accordés et les points de gestion de mars et de juin serviront à les ajuster.
- Chaque employeur devra transmettre au BIAR pour le 8 de chaque mois le fichier Excel transmis en pièce jointe du document de référence d), établissant la programmation de la consommation du droit de tirage et le suivi de son exécution.
- Pour l'emploi des réservistes de l'armée de Terre, il faut veiller à l'utilisation des bons codes autorité et activité dans la rédaction des ENARO, notamment en cas d'autorités ou d'activités ressortissant aux budgets différents (CRED, RJC, missions organiques Terre, rayonnement, complément état-major, encadrement de stages, etc.).
- Lorsque des réservistes ont à être employés successivement sur de courtes missions, la dernière journée d'activité (permettant de totaliser avec les précédentes une journée complète) est à retenir comme date de validation du service fait.
- Si, à défaut d'une ressource du grade adapté, l'employeur est amené à placer sur une fonction un réserviste d'un grade supérieur à ce que prévoit le REO, il doit déduire de cette distorsion une diminution du temps nécessaire à cette tâche (et donc du nombre de jours d'activité).
- L'employeur détermine, avec précision et souci d'économie, la durée d'une mission pour laquelle un réserviste est convoqué, en l'anticipant par une programmation assortie de livrables.
- Une attention particulière doit être portée à la maîtrise du recours à des réservistes hautement qualifiés et gradés, comme compléments individuels, pour pallier les carences structurelles ou conjoncturelles en personnel d'active. Cette pratique, dans le contexte actuel, peut représenter un coût préjudiciable à l'emploi optimal des jeunes réservistes notamment initiaux.

La présente note précise en annexes pour la gestion 2021 :

- l'organisation de la gouvernance de l'emploi des crédits T2 alloués à la réserve opérationnelle, déjà évoquée dans les documents de référence c) et d); les 6 niveaux de responsabilité sont maintenus⁴ ;
- les principes de gestion⁵ ;
- la procédure de demande d'ajustement du nombre de jours d'activité dans la réserve opérationnelle⁶ ;
- pour mémoire, car déjà diffusée le 11 décembre 2020 par le document de référence d), la répartition initiale du budget T2 des OIA⁷ ;
- les mesures d'attractivité par ADS pour 2021⁸ .

L'attention des destinataires est notamment appelée sur les modalités à appliquer pour les demandes d'ajustement du nombre prévisionnel de jours d'activité (NPJA) prévues par le Code de la défense (cf. tableaux en annexe III). Pour responsabiliser les employeurs et permettre une fluidité du traitement au bon niveau, **elles sont modifiées et assouplies cette année.**

⁴ Annexe I.

⁵ Annexe II.

⁶ Annexe III.

⁷ Annexe IV et V.

⁸ Annexe VI.

Une plus grande facilité est laissée cette année aux employeurs et aux têtes de chaîne pour augmenter et faire évoluer le NPJA de leurs réservistes. Il est rappelé que ces augmentations doivent se faire **exclusivement dans la limite des droits de tirage accordés**. Le BIAR se réserve la possibilité d'émettre des NEMO rectifiant à la baisse des NPJA accordés en dehors des droits de tirage.

Il leur est demandé en outre de bien vouloir effectuer une large diffusion du présent document auprès des organismes d'administration dont ils relèvent, ainsi que des échelons qui leur sont subordonnés pour garantir en 2021 un emploi optimisé, au juste coût, d'une réserve intégrée, formée et à même de contribuer, pour sa part, à la réalisation de notre contrat opérationnel et de nos missions.

La réserve doit faire l'objet en 2021 d'un pilotage très fin (aussi fin que pour l'active) et de recalages précis aux différents points de gestion, selon le nouveau calendrier précisé dans le document de ref a), afin de pouvoir conduire collectivement une manœuvre contrainte sans briser la dynamique créée en matière de politique générale des réserves.

Afin d'assurer la précision de ce suivi, il devra être portée une attention particulière à l'exactitude et à la ponctualité des comptes rendus mensuels.

Le Général de division Walter LALUBIN
Délégué interarmées aux réserves

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, stylized strokes, positioned below the typed name and title.

LISTE DE DIFFUSION

DESTINATAIRES :

25e RGA ;
CAB MINARM ;
CDE ;
CGA ;
CIAE ;
CICOS ;
CIMD ;
CNA ;
CNSD ;
COMIGETRA ;
COMILI BALARD ;
CPIC ;
CRPOC ;
DC.DIRISI ;
DC.SCA ;
DC.SIMu ;
DEMS ;
DGA/DRH/SDGS/PMA ;
DGNUM ;
DGRIS/BRH ;
DICOD ;
DMAé ;
DPID ;
DRM ;
DRSD ;
DSAé ;
EMA/CPCO ;
EMD Paris/44e RI ;
IGA-A ;
IGA-M ;
IGA-T ;
MMF/GSPI ;
PIAM ;
EMA/SCOPS ;
SGA/SDPRHF/DEP RH/BPPRH ;
SGDSN ;
SMA
UFV ;

COPIES

:

- SC-PERF (ATCR);
- DORH
- SGA/DRH-MD/SPGRH/PRH/PRH5
- SGA (DAF, bureau pilotage de la masse salariale);
- EMAT (B.ORG - B. PFB - B.EMP);
- DRHAT (B.RES - B.PEMS);
- COMTN/DRAT;
- EMAA;
- DRHAA (B.GR - B.PEMS);
- DRAA;
- DPMM (SDEPRH – PM3 – PMS – EFF/RES);
- DCSSA;
- DCSEA;
- DCSCA;
- EMA/SCEM-OPS;
- EMA/SCEM-PLANS;
- EMA/ADJ SCEM-PERF;
- archives.

**GOVERNANCE POUR LA GESTION DU
« T2 RESERVE OPERATIONNELLE » DES ADS⁹**

6 niveaux bien distincts exercent des responsabilités en matière d'élaboration et du suivi du T2 concernant les réservistes au sein des OIA.

| |
|---|
| <p style="text-align: center;">Niveau 1</p> <p>Le délégué interarmées aux réserves (DIAR).</p> |
| <p style="text-align: center;">Niveau 2</p> <p>Le bureau interarmées des réserves (BIAR).</p> |
| <p style="text-align: center;">Niveau 3</p> <p>Les gestionnaires des réservistes servant dans les OIA.</p> |
| <p style="text-align: center;">Niveau 4</p> <p>Les têtes de chaînes fonctionnelles interarmées (cf. annexe IV).</p> |
| <p style="text-align: center;">Niveau 5</p> <p>Un niveau dit « intermédiaire », si nécessaire, à l'initiative des têtes de chaîne</p> |
| <p style="text-align: center;">Niveau 6</p> <p>Les employeurs ou formations d'emploi/unités (cf. annexe V).</p> |

Niveau 1: Le DIAR initie, anime et coordonne l'action des DRES en matière d'élaboration et d'exécution des plans d'emploi de la réserve opérationnelle. Il rend des arbitrages, si nécessaire (note de référence a).

Les crédits de personnel sont regroupés dans le programme 212 « soutien de la politique de défense » et placés sous la responsabilité du secrétaire général pour l'administration (SGA), responsable de ce programme.

L'arrêté de référence a) précise que le SGA communique au DIAR le montant de la ressource dédiée à l'activité des réservistes opérationnels des ADS relevant du CEMA.

Par la note de ref b), le DIAR lui propose ensuite la répartition entre les ADS.

Au vu de celle-ci, le RPROG décide *in fine* (ref i) de la ressource allouée à chaque responsable de budget opérationnel concerné¹⁰.

Dès la proposition de répartition au RPROG du montant de la ressource prévue en PLF entre les ADS, le DIAR détermine, en dialogue avec chaque RBOP, le montant de la rémunération nécessaire pour les activités des réservistes servant dans le domaine fonctionnel (DF) et hors domaine fonctionnel des trois armées et du service du

⁹Cf. les 7 BOP évoqués dans la note de transmission.

¹⁰ RBOP : personnel militaire de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine nationale, du service de santé des armées, du service des essences des armées, du service du commissariat des armées, « SGA pour les ingénieurs militaires d'infrastructure ».

commissariat des armées. Le droit de tirage en T2 hors DF, **correspondant** aux rémunérations de la proportion des réservistes, servant dans les OIA, issus de leurs rangs et gérés par eux.

Le DIAR répartit les droits de tirage catégorie 21 (RCS) entre les différentes têtes de chaîne interarmées et les organismes d'emploi relevant pour la plupart du CEMA. Cette répartition a été diffusée dans le document de référence d).

Les budgets dédiés aux réserves au sein de chaque BOP sont gérés par les délégués aux réserves des ADS.

Le DIAR assure un suivi de l'exercice budgétaire T2 en cours, s'agissant du bon emploi et de la consommation de la ressource budgétaire de la réserve opérationnelle.

Le DIAR élabore mensuellement le tableau de bord de la réserve militaire (bilan des effectifs réalisés, des jours d'activité, de la consommation des budgets, etc.).

Niveau 2 : Le BIAR suit la consommation des droits de tirages des FE; il anime le dialogue de gestion (conception et suivi du budget) avec les ADS.

Le BIAR :

- pilote la mise en œuvre de la répartition, décidée par le DIAR, des droits de tirage catégorie 21 (RCS) entre les différentes têtes de chaîne interarmées (identifiées à l'annexe IV) et les organismes d'emploi relevant pour la plupart du CEMA (cf. réf. d.);
- suit les comptes rendus d'activité ainsi que les prévisions de consommation des têtes de chaîne interarmées et des formations d'emploi relevant pour la plupart du CEMA ;
- procède, selon le calendrier budgétaire précisé dans le document de référence c), dans la mesure du possible, à l'ajustement des enveloppes en cours de gestion ; cette année le calendrier est nettement décalé.
- recueille les expressions de besoin financiers de l'année A + 1 et les demandes de ressources budgétaires, notamment en cas de création de nouvelles structures interarmées.

Niveau 3 : Les gestionnaires des réservistes servant dans les OIA

L'armée de terre, la marine nationale, l'armée de l'air et de l'espace, le service du commissariat des armées, et le SGA, pour les ingénieurs militaires d'infrastructure, gèrent les réservistes issus de leurs rangs qu'ils ont affectés dans les organismes interarmées.

Il leur revient de :

- assurer la gestion administrative et la rémunération, sur leur BOP respectif, des militaires de réserve employés dans les organismes interarmées ;
- adresser, pour le 15 de chaque mois à l'EMA/BIAR, la mise à jour des données relatives à leur périmètre dans le tableau de bord de la réserve militaire, tel que validé par le DIAR ;
- financer, sur le budget de titre III, les frais de déplacement qu'ils ordonnent, notamment ceux liés aux formations de cursus.

- financer, sur le budget de titre III, les frais de déplacement qu'ils ordonnent, notamment ceux liés aux formations de cursus.

Niveau 4 : Les têtes de chaîne fonctionnelles interarmées identifiées à l'annexe IV.

NB : ces têtes de chaînes fonctionnelles emploient elles-mêmes des réservistes et dirigent une chaîne fonctionnelle (ex : DIRISI, direction centrale fonctionnelle qui est responsable de toutes les unités ressortissant à la DIRISI ; DRSD direction centrale fonctionnelle et responsable de toutes les unités du ressort de cette chaîne...).

En raison des délais de paiements, les droits de tirage alloués aux OIA correspondent à un nombre de jours d'activités valorisées aux coûts moyens journaliers par grade pour une période comprise entre le 1^{er} novembre de l'année N-1 et le 31 octobre de l'année N.

Les têtes de chaîne désignent un correspondant « Réserves » chargé de la répartition et du suivi du droit de tirage budgétaire alloué par l'EMA/BIAR. Il lui revient de :

- décliner l'enveloppe budgétaire allouée par l'EMA/BIAR entre les formations d'emploi (FE) de leur périmètre. Dans un délai d'un mois après la diffusion de cette directive, les correspondants réserve communiqueront à l'EMA/BIAR la répartition de leur droit de tirage entre les FE de leur périmètre ;
- ajuster la répartition de leurs droits de tirage pour chaque ADS en cours de gestion, entre leurs FE subordonnées, en fonction des jours d'activité effectués (dépenses engagées) et des prévisions d'activité ; le cas échéant, les mises à jour feront également l'objet d'une communication au BIAR ; la fongibilité n'est possible entre les FE que sur le droit de tirage d'une même armée.
- assurer le suivi de la consommation de leur droit de tirage à partir des tableaux de suivi,
- d'adresser à l'EMA/BIAR un compte-rendu mensuel des activités réalisées et à venir, pour le 8 de chaque mois. Bien utiliser le format de fichier fourni dans le document de référence d).

Par ailleurs, il revient aux têtes de chaîne, de financer les frais des déplacements qu'elles ordonnent sur le budget titre III de l'organisme ordonnant la mission. Dans ce cadre les billets de train ne doivent pas être commandés dans ROC mais via l'application TACITE, au tarif MI 77.

Niveau 5 : Le niveau dit « intermédiaire » (si nécessaire)

En fonction du nombre de formations subordonnées, du nombre de réservistes et du droit de tirage attribué, les têtes de chaînes (cf. annexe IV) peuvent désigner un niveau intermédiaire subsidiaire.

Exemple : Pour l'emploi des réservistes de la chaîne OTIAD, l'EMA/SC OPS/Emploi3, « tête de chaîne employeur », désigne les EMIAZDS et EMZDS comme niveau intermédiaire pour gérer au sein de leur zone de responsabilité les droits de tirage des DMD.

Niveau 6 : Les employeurs ou formations d'emploi/unités (cf. annexe V)

Ils assurent le suivi de la consommation de leur droit de tirage en renseignant les tableaux de suivi et adressent, pour le 8 de chaque mois, à l'EMA/BIAR un compte-rendu mensuel des activités réalisées et à venir, bien utiliser le format de fichier fourni dans le document de référence d)

L'administration de proximité des réservistes est effectuée par les organismes d'administration de leur unité d'appartenance.

Les employeurs veillent à ce que les certifications de « service fait » des activités du mois courant soient envoyées aux GSBdD dans un délai aussi court que possible (chaque semaine de préférence) pour un paiement rapide de leur solde. Ils veilleront à appliquer les bonnes pratiques recommandées dans la lettre du DIAR (référence f) et l'ordre administratif du SCA (référence g), documents téléchargeables dans SIREM

<https://www.reserve-operationnelle.ema.defense.gouv.fr/index.php/925-delai-de-paiement>

Pour les FE qui utilisent ROC pour la commande des e-billets, ne pas oublier que les billets ne peuvent être commandés via ROC que dans le cadre strict des billets domicile-garnison. Par ailleurs, pour une convocation de 3 jours consécutifs, il ne peut y avoir qu'un seul billet de train pour les 3 jours et non un billet de train par journée. Pour les missions depuis la garnison vers une autre destination, les billets doivent être commandés au tarif MI 77 via l'application TACITE.

PRINCIPES DE GESTION

1. ARMEMENT DES POSTES DANS LES OIA

Les employeurs interarmées veillent à armer leurs postes selon le référentiel en organisation validé pour l'année en cours par l'EMA/B.ORG.

Ils assurent le recrutement des réservistes dont ils ont besoin, en étroite collaboration avec les DRH de l'armée ou du service gestionnaire.

Afin de renouveler le vivier des réservistes opérationnels, un effort est à faire sur le recrutement et l'emploi de jeunes réservistes issus de la société civile. Cet effort, outre son intérêt en terme de renouvellement des compétences et du renforcement du lien avec la société civile, a le mérite de limiter les situations de sur qualification dans l'emploi, donc de réduire les coûts.

2. CONTRAINTES BUDGÉTAIRE ET DE PYRAMIDAGE

Le pilotage de l'activité des réservistes repose sur la ressource globale allouée. Le nombre de réservistes et le coût moyen par grade sont autant de variables qui permettent à un organisme d'augmenter le nombre de jours d'activité.

Exemple : l'emploi d'un lieutenant-colonel (T) (à 177 € / jour) pendant 30 jours peut être utilement remplacé par l'emploi d'un capitaine (T) (à 137 € / jour) pendant 39 jours pour un coût total quasi équivalent.

La recherche de réservistes compétents aux grades les plus adaptés à l'emploi est donc le moyen le plus efficace à la disposition de chaque formation d'emploi pour tirer le meilleur parti de sa masse salariale.

Si, à défaut de ressource de grade adapté au poste à tenir, l'employeur est amené à placer un réserviste de grade supérieur, il doit déduire que le temps nécessaire pour l'exécution de la mission est moindre, puisque ce réserviste est plus qualifié et plus expérimenté que le profil requis pour le poste.

Pour maintenir les efforts de l'année 2020, dans le contexte budgétaire de cette année 2021, et dans une perspective de sincérisation de la consommation des droits de tirage, toute restitution sera la bienvenue, et sera préférée à des convocations de réservistes non indispensables.

Conformément à la loi de programmation militaire, la durée moyenne d'emploi, pour l'année 2021 est - comme en 2020- fixée à 36,5 jours par réserviste.

Les employeurs doivent, dans la mesure du possible, respecter ce niveau moyen d'activité pour leur personnel, en s'assurant d'avoir un nombre suffisant de réservistes et en évitant la concentration de l'activité sur un nombre restreint d'individus.

Une FE ne peut dépasser cette moyenne qu'avec l'autorisation du niveau supérieur.

Les demandes de prolongation sont régies par plusieurs articles du Code de la défense (article L. 4221-6, article D. 4221-6, D. 4221-7 et D. 4221-8). Les dispositions les plus importantes sont rappelées dans le tableau en annexe III.

3. PÉRIODES D'ACTIVITÉS

Si le SI RH ne permet pas de prendre en compte les demi-journées, la dernière demi-journée d'activité sera retenue comme date de service fait.

Lorsque l'emploi d'un réserviste sur 2 ou plusieurs semaines consécutives correspond à des convocations uniquement les jours ouvrés de la semaine, les week-ends ne doivent pas être comptabilisés, sauf conditions d'emploi particulières (OPEX, OPINT...), le paiement des jours (fin de semaine ou fériés) non travaillés n'étant pas justifié.

De plus, il est rappelé que 14 jours consécutifs d'activité génèrent un droit à permission d'un jour par semaine¹¹. Une activité mal déclarée peut ainsi entraîner le paiement de 16 jours (2 semaines + 2 jours de permission) pour une activité réelle de 10 jours (2 X 5 jours par semaine). Il convient donc de veiller à bien ciseler les dates de convocations qui doivent correspondre aux périodes de présence et de services effectifs. Le weekend non ouvré interrompt la convocation.

Les employeurs devront proscrire les pratiques consistant à déléguer parfois aux réservistes eux-mêmes l'initiative de régler la durée nécessaire à l'exécution de leur mission. Il appartient à l'employeur de déterminer, avec précision et souci d'économie, la durée d'une mission pour laquelle un réserviste est convoqué. C'est une responsabilité personnelle de l'employeur.

4. PARTICULARITÉS

4.1 Armée de Terre

Les activités des réservistes gérés par l'armée de terre sont suivies au moyen de codes « autorité » et de codes « activité ». Ces derniers, avec les codes CREDO des formations d'emploi, sont donnés en appendice n° 4. Les codes autorités permettent l'imputation des jours réalisés sur les droits de tirage de l'OIA employeur. Pour les réservistes de l'armée de terre ayant deux employeurs, il est essentiel au moment de la validation dans CONCERTO, de veiller à l'utilisation du bon code autorité (il détermine l'imputation). L'utilisation du code autorité habituel impute, de manière abusive, au budget de la formation où il est affecté les jours d'activité effectués au profit d'une autre FE. Le code activité doit aussi être vérifié, pour tracer les activités par domaine d'emploi en vue de pouvoir mieux gérer les efforts budgétaires par activité (CRED, rayonnement, encadrement de stages...)

4.2 Marine nationale

Pour le personnel de la Marine, toute création de poste ou modification de fiche de poste ne pourra se faire qu'en gageant des jours (en tenant compte de la correspondance des grades) sur un autre poste.

¹¹ Soit 2 jours pour une durée de 14 jours consécutifs, 3 jours pour une durée consécutive de 21 jours d'activité et 4 jours pour une durée consécutive de 28 jours d'activité.

5. DIVERS

5.1. Procédure particulière relative au prêt d'un réserviste d'une même ADS (hors armée de terre)

Il suffit, pour l'organisme X, d'envoyer un message demandant la « mise à disposition » du réserviste à l'organisme Y où il est affecté, en précisant la mission, les jours demandés et le montant du transfert budgétaire afférent.

- Le BIAR doit être informé de l'accord des 2 parties.

L'opération devant rester neutre financièrement pour l'organisme « prêteur », un transfert budgétaire devra être effectué via le BIAR. L'enveloppe budgétaire de X sera ponctionnée du montant correspondant, celle de Y (où est rattaché le réserviste) abondée, sauf pour l'armée de terre où l'imputation directe est possible.

Si cette démarche génère une augmentation du nombre de JA prévu initialement, il s'agit alors d'appliquer les règles prévues dans le tableau de l'appendice 3.

Enfin le code de la défense¹² prévoit la possibilité pour un réserviste d'effectuer plus de 150 jours de réserve et jusqu'à 210 jours « lorsque l'emploi tenu par le réserviste présente un intérêt de portée nationale ou internationale ». Cette règle ne doit pas être interprétée comme la possibilité, par cumul d'emploi, au titre du prêt, de permettre à un même réserviste d'effectuer plus de 150 jours dans l'année.

En conséquence les autorisations au-delà de 150 jours ne seront plus accordées (hors OPEX) en cas d'employeurs multiples.

5.2 Procédure particulière relative à la « mise à disposition » d'un réserviste d'une ADS au profit d'une autre ¹³

La note de référence e) fixait les conditions concernant l'admission à servir d'un réserviste dans une unité ne relevant pas de son ADS d'origine. Le RPROG ayant fixé un seuil de 100 000 € pour la prise en compte des remboursements entre BOP, la mise en œuvre de cette note s'avère dissuasive. Elle est donc abrogée, désormais les prêts, d'une ADS à l'autre seront à titre gratuit, l'ADS prêtant le réserviste assurera sa rémunération sur ses fonds propres.

5.3 Consignes concernant les points de gestion (cf. appendice 1)

Les points de gestion permettent de:

- **dresser un constat sur les dépenses réalisées et à venir ;**
- **évaluer l'excédent ou l'insuffisance des droits de tirage ;**

C'est grâce à ce travail de planification des jours d'activités sur 12 mois que les OIA peuvent évaluer au plus juste l'excédent ou l'insuffisance de T2 qui a été attribué.

¹² Cf. art D4221-8 du code de la défense.

¹³ Cf. Article R. 4221-10-1 du code de la défense.

La marge de manœuvre sera, comme l’an dernier, quasi nulle en 2021 et les abondements en cours d’année ne seront accordés qu’en cas de restitutions par ailleurs (il n’y aura pas d’allocation complémentaire de la part des armées). Dans ce contexte, chaque OIA est donc invité à prioriser ses activités. Il veillera à remplir avec la plus grande rigueur les comptes rendus mensuels adressés au BIAR de telle manière que cette planification de consommations soit bien visible, et que les besoins nouveaux puissent faire l’objet de priorisation et d’arbitrage.

Le BIAR insiste sur la nécessité de « sincériser » ces prévisions lors de chaque point de gestion, de manière à ce que les demandes complémentaires ou restitutions correspondent le plus possible à la réalité.

Les OIA sont invités à anticiper ses travaux et à ne pas attendre les rappels du BIAR.

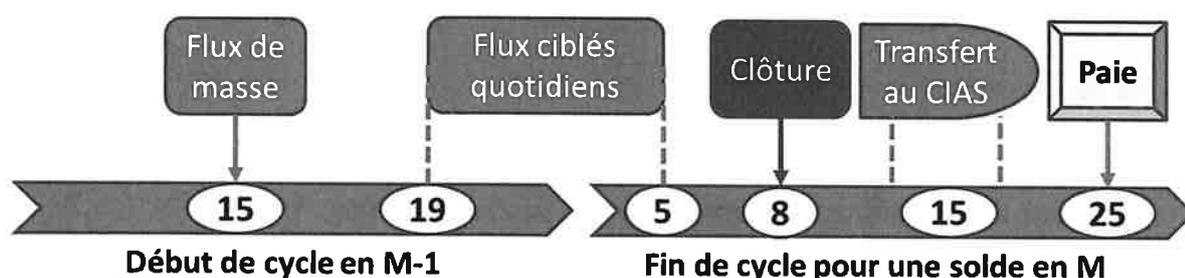
6. VALIDATION DES ACTIVITÉS ET DÉLAIS DE PAIEMENT

La note de référence f) précise que « le Directeur adjoint du Cabinet civil et militaire retient l’objectif d’un délai de paiement de la solde à 45 jours ». Une vigilance et une grande implication de tous les acteurs sont attendues sur ce sujet, pour nous nous rapprochions de cet objectif, dont nous sommes encore trop loin. L’an dernier trois systèmes de solde étaient en activité : lorsque tous les ADS seront sur SOURCE SOLDE nous aurons des éléments d’appréciation plus pertinents.

La validation rapide des activités dans les SIRH impacte directement le délai de paiement de la solde des réservistes. Pour réduire ce délai, il est donc nécessaire que chacun (réserviste, formation d’emploi, organisme d’administration) traite au plus vite les tâches qui lui incombent, notamment en ce qui concerne les comptes rendus d’activités.

Pour réduire encore ce délai, chaque organisme d’administration, passé le délai de validation des activités pour le flux de masse suivant, a la possibilité de faire une demande de flux ciblé auprès des CERHS, pour une prise en compte plus rapide des jours d’activité sans attendre le flux de masse du mois suivant.

Dans l’exemple ci-dessous, cette procédure permet de rendre éligible au paiement, après le flux de masse du 15, des activités qui seront validées et intégrées en flux ciblés entre le 19 du mois précédent et le 5 du mois de solde.



Pour remplir l’objectif ministériel, les GSBDD (cellule réserve et/ou DFI) ont donc la possibilité de mettre en application cette procédure.

Pour remplir l'objectif ministériel, les GSBDD (cellule réserve et/ou DFI) ont donc la possibilité de mettre en application cette procédure.

Les employeurs doivent veiller à ce que les certifications de « service fait » des activités d'un mois soient envoyées aux GSBdD dans un délai aussi court que possible (chaque semaine de préférence) pour un paiement rapide de la solde. Ils appliqueront les bonnes pratiques recommandées dans la lettre du DIAR (référence f) et l'ordre administratif du SCA (référence g), documents téléchargeables dans SIREM

<https://www.reserve-operationnelle.ema.defense.gouv.fr/index.php/925-delai-de-paiement>

Cas particulier des réservistes projetés en OPEX. Les FE s'assureront que le J1 du théâtre transmette à l'issue de chaque mois l'état nominatif de présence sur le théâtre nécessaire pour la prise en compte de la solde et l'ISSE.

7. MESURES D'ATTRACTIVITÉ

Conformément au décret de référence h), les mesures d'accompagnement et de valorisation de l'engagement dans la réserve opérationnelle ont été mises en œuvre depuis 2017. Elles sont destinées à encourager l'engagement de la jeunesse et fidéliser les réservistes ayant intégré la réserve opérationnelle. Leur évolution est à l'étude.

7.1 Participation au financement du permis de conduire

Tout jeune, qui s'engage avant l'âge de 25 ans dans la réserve opérationnelle et qui passe les épreuves du permis de conduire B pendant son contrat (justificatif de présentation à l'examen), pourra obtenir une participation au financement de son permis de conduire dès qu'il aura effectué 50 jours de réserve (formation initiale incluse) dans la réserve opérationnelle et à condition qu'il lui reste encore deux années d'ESR. Les personnes s'inscrivant aux épreuves du permis de conduire pour cause d'annulation d'un permis précédent ne pourront pas bénéficier de ce dispositif.

7.2 Allocation mensuelle pour les étudiants

Tout jeune de moins de 25 ans, détenteur d'une carte étudiant et suivant de manière assidue un cursus étudiant dans un établissement d'enseignement professionnel ou supérieur (université, école supérieure...), quelques soient ses ressources, recevra une allocation mensuelle s'il s'engage dans la réserve opérationnelle pour une durée de 5 ans et qu'il effectue 37 jours de réserve chaque année.

7.3 Prime de fidélité

Tout réserviste qui renouvelle son contrat initial d'engagement pour un nouveau contrat d'une durée de 3 à 5 ans et qui totalise au moins 37 jours de réserve sur l'année échue, pourra bénéficier d'une prime de fidélité, quel que soit son grade.

PROCÉDURE D'AJUSTEMENTS DU NOMBRE PRÉVISIONNEL DE JOURS D'ACTIVITÉS (NPJA) DANS LA RÉSERVE OPÉRATIONNELLE

Le code de la défense précise les conditions dans lesquelles les réservistes peuvent effectuer une « prolongation d'activité » au-delà des 60 jours par année civile prévue à l'article L. 4221-6 :

Article L. 4221-6 :¹⁴

« La durée des activités à accomplir au titre de l'engagement à servir dans la réserve opérationnelle est déterminée, selon des modalités fixées par décret, conjointement par l'autorité militaire d'emploi et le réserviste, dans la limite de **60 jours par année civile** sous réserve des dispositions du titre III du présent livre.

Cette limite peut être augmentée dans des conditions et selon des modalités fixées par décret, **dans la limite**, par année civile :

- de **150 jours** pour répondre aux besoins des forces armées et formations rattachées ;
- de **210 jours** pour les emplois présentant un intérêt de portée nationale ou internationale. »

Article D. 4221-7 :

« Pour répondre aux besoins des forces armées et formations rattachées la durée des activités dans la réserve opérationnelle peut être portée, par **décision du ministre de la défense**, ou du ministre de l'intérieur pour les réservistes de la gendarmerie nationale, à **150 jours par année civile**, après accord du réserviste.

Le ministre de la défense, ou le ministre de l'intérieur pour les réservistes de la gendarmerie nationale, peut, par arrêté, **déléguer aux commandants de formation administrative ou aux autorités** dont ils relèvent les pouvoirs qu'il tient du présent article. Ces délégués peuvent déléguer leur signature à un ou plusieurs de leurs subordonnés pour les actes pris en application du présent article. »

Article D. 4221-8 :

« **Sur autorisation préalable du ministre de la défense**, ou pour les réservistes de la gendarmerie nationale, selon qu'ils se voient confier des missions militaires ou de sécurité intérieure, du ministre de la défense ou du ministre de l'intérieur, et après accord du réserviste, la durée des activités dans la réserve opérationnelle peut être portée par année civile à **210 jours lorsque l'emploi tenu par le réserviste présente un intérêt de portée nationale ou internationale.** »

¹⁴ Si le code de la défense donne l'autonomie aux commandants de formations administratives pour accorder des prolongations de NPJA jusqu'à 60 jours à leurs réservistes, il faut bien prendre en compte que ce n'est pas possible pour chaque réserviste : mais que le taux d'activité moyen de l'ensemble des réservistes de la FE doit être de 36,5 jours d'activité par an.

Chaque demande d'ajustements d'un NPJA dûment complétée, doit impérativement faire l'objet d'une justification argumentée de l'employeur.

La mention « avis favorable » ne constitue pas une justification argumentée.

Toute demande doit être supportable par le budget « T2 réserves » de l'année considérée alloué à chaque OIA.

Les employeurs doivent s'assurer de l'accord de la demande de prolongation d'activité avant toute convocation du réserviste.

Les demandes d'ajustement d'activité sont émises par l'employeur au moyen du formulaire joint en appendice n° 3. L'utilisation d'un imprimé différent, ne reprenant pas la totalité des cartouches à renseigner, entraîne le non-traitement de la demande.

L'autorité décisionnaire, définie dans le tableau ci-dessous, adresse pour information une copie de la décision, d'acceptation ou de refus, à l'organisme d'administration ainsi qu'à l'armée ou service gestionnaire du réserviste.

Cette faculté laissée cette année doit être utilisée avec discernement par les formations d'emploi et les têtes de chaîne et dans le strict respect des droits de tirage accordés. Le BIAR se réserve la possibilité d'annuler, par NEMO à la FE et à l'OA les prolongations accordées sans la ressource budgétaire suffisante.

Selon leur durée, les décisions d'ajustement d'activité sont prises par les autorités suivantes :

| Niveau | Autorité décisionnaire | Observations |
|--|---|--|
| Employeurs de niveau 6 (cf. Annexe V + OIA du SCOPS + SID) | Jusqu'à 90 jours : Autonome > 90 jours : BIAR | Mettre en information le niveau 3 concerné (le gestionnaire des réservistes). |
| Employeurs de niveau 4 (cf. Annexe IV) + SCOPS (OTIAD, COMIA, COMELEF) | Jusqu'à 150 jours : Autonome | <p>Les têtes de chaînes décideront du seuil d'autonome permis à leurs unités subordonnées.</p> <p>Les prolongations jusqu'à 150 jours sont prévues dans le cadre d'une mission liée à l'emploi des forces exclusivement.</p> <p>A défaut du Directeur Central ou de l'OGZDS <u>elles seront au minimum accordées par le CEM.</u></p> <p>Mettre en information le niveau 3 concerné (= le gestionnaire des réservistes).</p> |
| Tous niveaux | > 150 jours : DIAR (niveau 1) et chef du BCIAR (niveau 2) en cas d'absence et d'empêchement du DIAR | |

Pour le personnel de la Marine servant dans les OIA toute modification du nombre de jours par rapport aux fiches de poste et au plan d'armement (PAR) doit être gagée sur d'autres réservistes de grade équivalent (ou en respectant le tableau d'équivalence de grade). Autonomie des FE jusqu'à 60 jours, sous réserve de gages, au-delà il est impératif de rester dans les limites strictes du budget rapporté au nombre global de jours permis par le droit de tirage.

ENVELOPPE BUDGÉTAIRE RÉSERVE 2021

NIVEAU 4

| NIVEAU 4 (Têtes de chaînes) | Enveloppes initiales 2021 | | | | |
|---|---------------------------|--------------------|--------------------|------------------|------------------|
| | TERRE | AIR | MARINE | SCA | IMI |
| 44e RI (44e Régiment d'Infanterie) | 1 750 000 € | | | | |
| CICOS (Centre interarmées de coordination du soutien) | 400 000 € | 173 000 € | 100 000 € | 2 970 € | |
| DGA (Direction générale de l'Armement) | 14 000 € | 32 000 € | 39 000 € | 105 000 € | |
| DIRISI (Direction Interarmées des Réseaux d'Infrastructure et des Systèmes d'Information) | 620 000 € | 350 000 € | 180 000 € | 2 580 € | |
| DRM (Direction du Renseignement Militaire) | 930 000 € | 205 000 € | 205 000 € | 2 880 € | |
| DRSD (Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense) | 560 000 € | 150 000 € | 110 000 € | | |
| EMA Niveau 6 (OIA, dépendant du CEMA pour la plupart) | 791 000 € | 628 700 € | 372 460 € | 27 140 € | |
| EMA CENTRAL | 430 000 € | 85 000 € | 100 000 € | 37 850 € | |
| SCOPS | 6 000 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € | 63 545 € | |
| SCA (Service du Commissariat des Armées) | 2 601 500 € | 1 510 000 € | 1 000 000 € | 663 000 € | |
| SGA (Secrétariat Général pour l'Administration) | 1 600 000 € | 230 000 € | 210 000 € | 32 610 € | 186 132 € |
| SGDSN (Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale) | 15 000 € | | 11 000 € | | |
| SIMU (Service Interarmées des Munitions) | 80 000 € | 63 000 € | 54 000 € | | |
| SMA (Service Militaire Adapté) | | | | 6 030 € | |
| TOTAL | 15 791 500 € | 4 426 700 € | 3 381 460 € | 943 605 € | 186 132 € |

ENVELOPPE BUDGÉTAIRE RÉSERVE 2021

NIVEAU 6

| | Enveloppes initiales 2021 | | | |
|---|---------------------------|------------------|------------------|-----------------|
| | TERRE | AIR | MARINE | SCA |
| NIVEAU 6 (OIA, dépendant du CEMA pour la plupart) | | | | |
| 25 ^e RGA (25 ^e me Régiment du Génie de l'Air) | 20 000 € | | | |
| CABMINARM (Cabinet du Ministre des Armées) | 9 000 € | 12 000 € | 4 680 € | 8 100 € |
| CDE (Commandement De l'Espace) | 13 000 € | | 10 000 € | |
| CGA (Contrôle Général des Armées) | 9 800 € | | | |
| CIAE (Centre Interarmées des Actions sur l'Environnement) | | 29 500 € | 37 000 € | |
| CIMD (Centre d'identification des Matériels de la Défense) | 6 400 € | | | |
| CNA (Cercle National des Armées) | | | 4 080 € | |
| CNSD (Centre National des Sports de la Défense) | | 3 700 € | 4 000 € | |
| COMIGETRA (Commissariat Général aux Transports) | 15 000 € | 11 000 € | 25 000 € | |
| COMILI BALARD | 16 000 € | 38 000 € | | |
| CPCO (Centre de Planification et de Conduite des Opérations) | 150 000 € | 22 000 € | 60 000 € | 4 320 € |
| CPIC (Commandement des programmes interarmées et de la cyberprotection) | | 2 000 € | 10 000 € | |
| CRPOC (Centre de la Réserve et de la Préparation Opérationnelle de Cyberdéfense) | 250 000 € | 100 000 € | 75 000 € | 3 500 € |
| DEMS (Direction de l'Enseignement Militaire Supérieur) | 50 000 € | 10 000 € | 11 000 € | |
| DGNUM (Direction générale du numérique et des systèmes d'information et de communication) | 7 800 € | | 4 700 € | |
| DGRIS (Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie) | 45 000 € | 18 500 € | 21 000 € | |
| DICOD (Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense) | 45 000 € | 15 000 € | 12 000 € | |
| DMAé (Direction de la Maintenance Aéronautique) | 6 000 € | 190 000 € | 20 000 € | |
| DPID (Direction de la Protection des Installations de la Défense) | 21 000 € | 30 000 € | | |
| DSAé (Direction de la Sécurité Aéronautique d'Etat) | 7 500 € | 115 000 € | 20 000 € | 5 760 € |
| IGA-A (Inspection Générale des Armées - Air) | | | | 2 160 € |
| IGA-M (Inspection Générale des Armées - Marine) | | | 14 000 € | |
| IGA-T (Inspection Générale des Armées - Terre) | 27 000 € | | | 2 625 € |
| MMF (Missions Militaires Françaises) | 64 000 € | 21 000 € | 28 000 € | 675 € |
| PIAM (Pôle Interarmées des Munitions) | | 8 000 € | 5 500 € | |
| PPE OTAN (Postes Permanents à l'Etranger) | 13 500 € | 3 000 € | | |
| UFV (Unité Française de Vérification) | 15 000 € | | 6 500 € | |
| TOTAL | 791 000 € | 628 700 € | 372 460 € | 27 140 € |

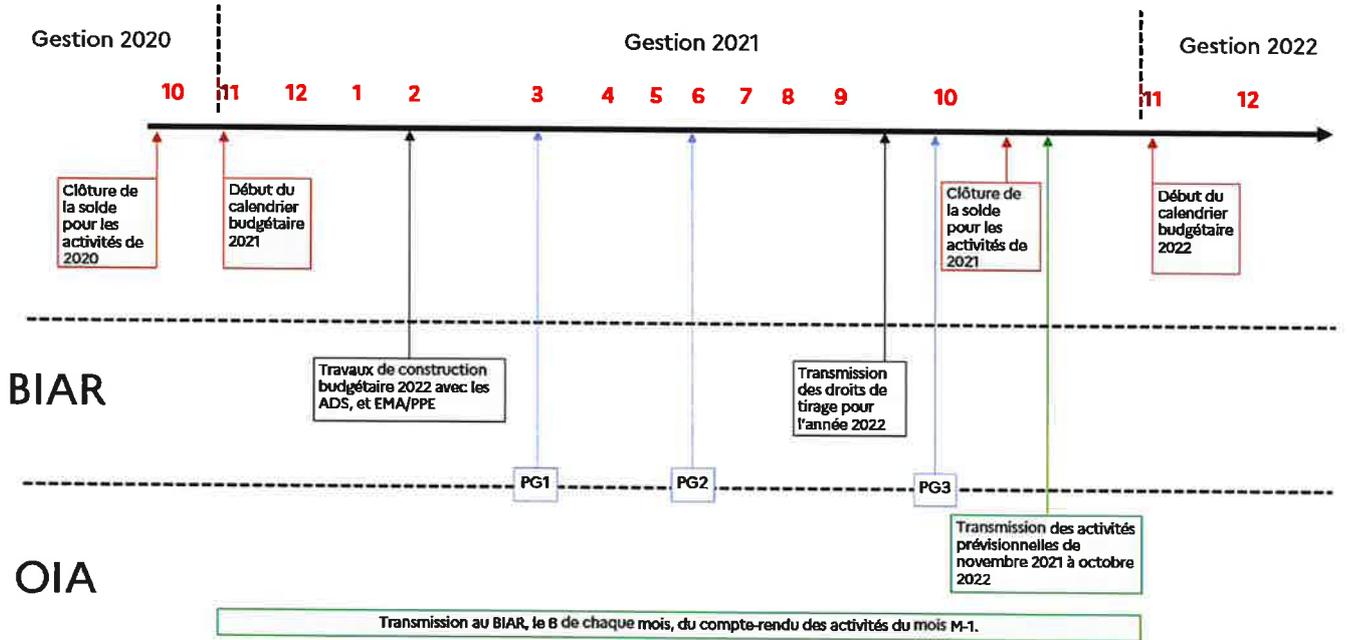
MESURES D'ATTRACTIVITÉ PAR ADS POUR 2021

(CES MESURES RESSORTISSENT AU T2 MAIS ONT ETE « ISOLÉES », POUR UN SUIVI INDÉPENDANT ET PRÉCIS DU « T2 RÉSERVES » STRICTEMENT CONSACRÉ AUX RÉMUNÉRATIONS TEL QUE PRÉVU AUX ANNEXES IV, V ET VI)

PRÉVUES EN PLF

| BOP | Mesures d'attractivité | | | |
|-------------------------------|------------------------|---------------|----------------|------------------|
| | FIDERES - 21 | FIDERES - 22 | PERMIS - 23 | ETUDE - 23 |
| 0212-0081 - AT | 424 011 | 45 353 | 126 146 | 729 553 |
| 0212-0082 - AA | 104 007 | 11 125 | 29 716 | 163 441 |
| 0212-0083 - MN | 101 412 | 10 847 | 28 975 | 159 361 |
| 0212-0085 - SSA | 58 303 | 6 236 | 11 658 | 36 619 |
| 0212-0088 - SEA | 3 136 | 335 | 896 | 4 928 |
| 0212-0089 - SCA | 9 131 | 977 | 2 609 | 6 098 |
| 0212-0090 - IMI | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Périmètre EMA "élargi" | 700 000 | 74 873 | 200 000 | 1 100 000 |

CALENDRIER ET ECHEANCES BUDGETAIRES



DEMANDE DE MODIFICATION DES « DROITS DE TIRAGE » 2020

Tout point de gestion doit commencer par une mise à jour du calendrier d'activités.

Si des jours d'activité ont été planifiés pour des postes vacants/à honorer/en cours de recrutement, il faut commencer par étudier la possibilité de récupérer des jours sur ces lignes.

Si les droits de tirage sont inférieurs à la somme des activités prévisionnelles sur 12 mois, il faudra faire remonter au BIAR une demande de modification des droits de tirage. A l'inverse, il faudra adresser au BIAR le montant des restitutions.

Pour ce faire, le fichier suivant vous sera envoyé et devra nous être retourné avec le VISA de l'autorité dans la case correspondante.

Les tableaux doivent vous permettre de calculer, en fonction du nombre de JA par grade, le montant de la demande complémentaire ou de la restitution.

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|-------------------|----------------------------|-----------|-------------|----------------|----------------------------|-----------|-------------|----------------|----------------------------|-----------|-------------|----------------|-----------------------------|-----------|-------------|----------------|
| Formation : | Saisir nom | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PG n° | n° | GRADE | JA | Coût | Montant | GRADE | JA | Coût | Montant | GRADE | JA | Coût | Montant | GRADE | JA | Coût | Montant |
| | | COL | | 211 | - € | COL | | 206 | - € | CV | | 218 | - € | CRC1 | | 205 | - € |
| | | LCL | | 177 | - € | LCL | | 178 | - € | CF | | 178 | - € | CRC2 | | 175 | - € |
| | | CDT | | 155 | - € | CDT | | 137 | - € | CC | | 156 | - € | CRP | | 144 | - € |
| | | CNE | | 137 | - € | CNE | | 120 | - € | LV | | 136 | - € | CR1 | | 135 | - € |
| | | LTN | | 100 | - € | LTN | | 95 | - € | EV1 | | 94 | - € | CR2 | | 99 | - € |
| | | SLT | | 87 | - € | SLT | | 84 | - € | EV2 | | 84 | - € | CR3 | | 86 | - € |
| | | ASP | | 68 | - € | ASP | | 67 | - € | ASP | | 66 | - € | CAPS | | 63 | - € |
| | | MAJ | | 118 | - € | MAJ | | 109 | - € | MAJ | | 126 | - € | TOTAL | | 907 | - € |
| | | ADC | | 107 | - € | ADC | | 97 | - € | MP | | 113 | - € | Droit tirage SCA actuel - € | | | |
| | | ADJ | | 95 | - € | ADJ | | 92 | - € | PM | | 102 | - € | Demande (+) - € | | | |
| | | SGC | | 80 | - € | SGC | | 88 | - € | MT | | 81 | - € | Restitution (-) - € | | | |
| | | SGT | | 74 | - € | SGT | | 65 | - € | SM | | 69 | - € | Droit actualisé - € | | | |
| | | CCH | | 76 | - € | CCH | | 65 | - € | QM1 | | 69 | - € | Argumentation: | | | |
| | | CAL | | 68 | - € | CAL | | 52 | - € | QM2 | | 66 | - € | | | | |
| | | MDR | | 67 | - € | MDR | | 58 | - € | MOT | | 64 | - € | | | | |
| | | TOTAL | | | - € | TOTAL | | | - € | TOTAL | | | - € | | | | |
| | | Droit tirage AT actuel - € | | | | Droit tirage AA actuel - € | | | | Droit tirage MN actuel - € | | | | | | | |
| | | Demande (+) - € | | | | Demande (+) - € | | | | Demande (+) - € | | | | | | | |
| | | Restitution (-) - € | | | | Restitution (-) - € | | | | Restitution (-) - € | | | | | | | |
| | | Droit actualisé - € | | | | Droit actualisé - € | | | | Droit actualisé - € | | | | | | | |
| | | Argumentation: | | | | Argumentation: | | | | Argumentation: | | | | VISA DE L'AUTORITE : | | | |
| | | Argumentation: | | | | Argumentation: | | | | Argumentation: | | | | | | | |

DEMANDE D'AJUSTEMENT DE NPJA DANS LA RÉSERVE OPÉRATIONNELLE EN 2021

| Renseignements administratifs | | | |
|-------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|----------|
| Grade : | NID ¹⁵ : | Nom : | Prénom : |
| Armée ou service : | Formation d'emploi (FE) : | Organisme d'administration (OA) : | |

| Nombre de jours autorisés avant la présente demande de prolongation : | | | |
|---|------------------------|------------------------------|---------------------------------|
| Nom de la formation d'emploi du réserviste | Nb. de jours autorisés | Nb. de jours suppl. demandés | Nombre total de jours souhaités |
| Formation d'emploi 1 : | | | |
| Formation d'emploi 2 : | | | |
| Total : | | | |

Le nom des formations d'emploi doit être indiqué dans le tableau.

| |
|--|
| <p><u>Avis motivé de la formation d'emploi</u> ¹⁶</p> <p><u>Avis de l'autorité fonctionnelle « tête de chaîne »</u></p> <p><u>Avis du DRES de l'ADS concerné(e) pour les demandes > 150 jours</u></p> |
|--|

¹⁵ Le numéro d'identification défense sera communiqué à l'exclusion de tout autre (matricule marine, ou numéro aviateur, SAP).

¹⁶ Les avis manuscrits sont à proscrire.

**CODES CREDO ET CODE AUTORITÉS EN VIGUEUR EN 2021 POUR LES RÉSERVISTES DE
L'ARMÉE DE TERRE AFFECTÉS DANS UN ORGANISME INTERARMÉES**

| EMA | | | |
|---------------------|-----------------------|------------|--------------------|
| Services Employeurs | Garnison | Code Crédo | Code autorité 2021 |
| DRSD | | | |
| DRSD PARIS | MALAKOFF | 0AB501G | EMA10029 |
| Poste RSD | PARIS | 0ABD1A5 | EMA10030 |
| Poste RSD | LYON | 0ABA0BH | EMA10031 |
| Poste RSD | AJACCIO | 0ABB0C7 | EMA10032 |
| Poste RSD | AVORD | 0ABE056 | EMA10033 |
| Poste RSD | BESANCON | 0ABC047 | EMA10034 |
| Poste RSD | BORDEAUX | 0AB91A2 | EMA10035 |
| Poste RSD | CHALONS EN CHAMPAGNE | 0ABC061 | EMA10036 |
| Poste RSD | CHERBOURG | 0ABE028 | EMA10009 |
| Poste RSD | CLERMONT FERRAND | 0ABA0A8 | EMA10010 |
| Poste RSD | SENLIS | 0ABC09J | EMA10011 |
| Poste RSD | DIJON | 0ABC054 | EMA10012 |
| Poste RSD | DRAGUIGNAN | 0ABB048 | EMA10013 |
| Poste RSD | GRENOBLE | 0ABA0A9 | EMA10014 |
| Poste RSD | LILLE | 0ABC09E | EMA10015 |
| Poste RSD | METZ | 0ABC0D9 | EMA10016 |
| Poste RSD | NANTES | 0ABE034 | EMA10018 |
| Poste RSD | ORLEANS | 0ABE040 | EMA10019 |
| Poste RSD | PAU | 0AB9161 | EMA10020 |
| Poste RSD | POITIERS | 0AB9165 | EMA10021 |
| Poste RSD | RENNES | 0ABE0BU | EMA10022 |
| Poste RSD | ROUEN | 0ABE046 | EMA10023 |
| Poste RSD | STRASBOURG | 0ABC034 | EMA10024 |
| Poste RSD | TOULON | 0ABB0C6 | EMA10025 |
| Poste RSD | TOULOUSE | 0ABB0BX | EMA10026 |
| Poste RSD | TOURS | 0ABE052 | EMA10027 |
| DSEZP | MALAKOFF | 049S065 | EMA10038 |
| Poste RSD | ROCHEFORT | 0AB9117 | EMA10039 |
| Poste RSD | CARCASSONNE | 0ABB0B1 | EMA10040 |
| Poste RSD | BREST | 0ABE070 | EMA10041 |
| Poste RSD | LORIENT | 0ABE06Q | EMA10042 |
| Poste RSD | ISTRES | 0ABB057 | EMA10043 |
| Poste RSD | NICE | 0ABB061 | EMA10044 |
| Poste RSD | VILLACOUBLAY | 0ABD1AG | EMA10045 |
| Poste RSD | SAINT GERMAIN EN LAYE | 0ABD120 | EMA10046 |
| Poste RSD | VINCENNES | 0ABD19Q | EMA10047 |
| Poste RSD | ANTILLES | 0AB800T | EMA10048 |
| Poste RSD | GUYANE | 0AB800Z | EMA10049 |
| Poste RSD | REUNION | 0AB8017 | EMA10050 |
| Poste RSD | POLYNESIE FRANCAISE | 0AB801G | EMA10051 |
| Poste RSD | NOUVELLE CALEDONIE | 0AB801L | EMA10052 |
| Poste RSD | NIMES | 0ABB0BC | EMA10053 |
| DZIDF | PARIS | 0ABD058 | EMA10054 |
| DZ SO | BORDEAUX | 0AB9118 | EMA10055 |
| DZ NE | METZ | 0ABC022 | EMA10056 |
| DZ O | RENNES | 0ABE021 | EMA10057 |
| DZ S | TOULON | 0AB80C8 | EMA10058 |
| DZ SE | LYON | 0ABA0BG | EMA10059 |

EMA

| Services Employeurs | Garnison | Code Crédo | Code autorité 2021 |
|--------------------------------------|--|------------|-----------------------|
| DSNJ | | | |
| DSNJ | ORLEANS | 0AB6000 | EMA91201 |
| ESN - SO | BORDEAUX | 068B000 | EMA91202 |
| ESN - SE | LYON | 00P7000 | EMA91203 |
| ESN - NE | NANCY | 0689000 | EMA91204 |
| ESN - NO | RENNES | 068A000 | EMA91205 |
| ESN - IDF | PARIS | 00P6000 | EMA91207 |
| ESN - OM | NOUMEA | 01G7000 | EMA91208 |
| ORG MIN - CAJ | PARIS | 0AB6001 | EMA21013 |
| SMV (EM & FE's) | ARCEUIL | | EMA92010 |
| ORG MIN rattachés au SGA | | | |
| ORG MIN - CSRSM | PARIS | 00RR168 | EMA21005 |
| ORG MIN - CRM | PARIS | 00RR440 | EMA21011 |
| ORG MIN - CSFM | PARIS | 09SS000 | EMA21018 |
| ORG MIN - HCECM | PARIS | 09SQ000 | EMA21022 |
| ORG MIN/BOG | PARIS | 09S3000 | EMA21002 |
| CAB SGA et ODR | | | |
| CAB SGA | PARIS | 00RT362 | EMA21007 |
| ITID | PARIS | 00RT466 | EMA21015 |
| MAP | PARIS | 00RT222 | EMA21019 |
| DéSIAG | PARIS | 00RT459 | EMA21020 |
| MA (Mission d'achats) | PARIS | 00RT452 | EMA21021 |
| AMG | PARIS | 05HE | EMA97002 |
| DIRECTIONS et SERVICES du SGA | | | |
| DRH MD | PARIS | 05HC000 | EMA21009 |
| SDP | PARIS | 0AKF | EMA97003 |
| SMSIF-RH | PARIS | 08JG000 | EMA21014 |
| ASA | Metz - Toulon - Lyon - Bordeaux - Rennes | | EMA21006 |
| DPMA | PARIS | 05HF000 | EMA21008 |
| DAJ | PARIS | 05HD000 | EMA21016 |
| DAF | PARIS | | EMA21023 |
| CAPM | PAU | 00Q9000 | EMA25002 |
| SDBA | PARIS | 0AKO | EMA97004 |
| SHD - RES | VINCENNES | 04X9000 | EMA25001 |
| ARD | PARIS | 01H7000 | EMA23011 |
| ARD - LEGION ETRANGERE | AUBAGNE | 06Y6000 | EMA23001 |
| ARD-PDM | BORDEAUX | 06T0000 | EMA23002 |
| ARD-PDM | MARSEILLE | 06SU000 | EMA23005 |
| ARD-PDM | METZ | 06SV000 | EMA23006 |
| ARD-PDM | PARIS | 06SW000 | EMA23007 |
| ARD-PDM | RENNES | 06SX000 | EMA23008 |
| ARD-CMFP | FONTENAY LE COMTE | 01H7000 | EMA23010 |
| SID | | | |
| DCSID | VERSAILLES | 0114000 | EMA22001 |
| ESID | BORDEAUX | 011C000 | EMA22002 |
| ESID | LYON | 011F000 | EMA22003 |
| ESID | METZ | 011I000 | EMA22004 |
| ESID | RENNES | 011K000 | EMA22005 |
| ESID | BREST | 06EX000 | EMA22006 |
| ESID IDF | ST GERMAIN EN LAYE | 011L000 | EMA22007 |
| ESID | TOULON | 06EY000 | EMA22008 |
| DCSID-OM | VERSAILLES | | EMA22009 |
| DID FFCI | ABIDJAN | 0ACB | EMA22010 |

EMA

| Services Employeurs | Garnison | Code Crédo | Code autorité 2021 |
|---|----------------|------------|--------------------|
| ADM CENTRALE | | | |
| CAB MIN - CABMIN ARMEES | PARIS | 09S0000 | EMA21001 |
| CAB MIN - CGA | PARIS | 09S4000 | EMA21003 |
| CAB MIN - DGRIS | PARIS | 09UK000 | EMA21004 |
| CAB MIN - DGNUM | PARIS | 09S9 | EMA21012 |
| CAB MIN - DPID (<i>Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense</i>) | PARIS | | EMA61038 |
| COMILI Balard | PARIS | 00RT4AK | EMA61048 |
| DICOD | PARIS | 09S5000 | EMA24001 |
| CALID (<i>centre d'analyse en lutte informatique défensive</i>) | PARIS | 0AGA | EMA24002 |
| CICDE | PARIS | 05GC000 | EMA61002 |
| CIE | PARIS | 06YQ000 | EMA61003 |
| CIH | PARIS | 0670000 | EMA61004 |
| COMIGETRA | COURBEVOIE | 05G6000 | EMA61007 |
| CDT OPS SPEC (COS) | PARIS BALARD | 00S1000 | EMA61008 |
| CDT OPS SPEC (COS) PREPA OPS | PARIS BALARD | 00S1000 | EMACOSMC |
| CDT OPS SPEC (COS) OPEX | PARIS BALARD | 00S1000 | EMACOSOP |
| DEMS (Échelon de direction + École de guerre + CHEM) | PARIS | 00S3000 | EMA61009 |
| EGI (<i>Etablissement Géographique Interarmées</i>) | CREIL | 06Y5000 | EMA61010 |
| EMIA ANTILLES | FORT DE France | 013I000 | EMA61012 |
| EMIA DJIBOUTI | AMBOULI | 012C000 | EMA61013 |
| EMIA GABON | LIBREVILLE | 04Y2000 | EMA61014 |
| CPOIA | PARIS BALARD | 0A6L000 | EMA61015 |
| EMIA GUYANE | CAYENNE | 015E000 | EMA61016 |
| EMIA REUNION | SAINT DENIS | 0160000 | EMA61017 |
| EMIA NOUVELLE CALEDONIE | NOUMEA | 016I000 | EMA61018 |
| EMIA POLYNESIE | PAPEETE | 016H000 | EMA61019 |
| EMIA FFCI | PORT-BOUËT | 09V4 | EMA61043 |
| EMIA FFEAU | ABU DHABI | | EMA61044 |
| EMZD IDF | PARIS | 00J3000 | EMA61020 |
| EMIA - ZDS NORD | LILLE | 00TT000 | EMA61021 |
| EMZD OUEST | RENNES | 00K9000 | EMA61022 |
| EMZD SUD | MARSEILLE | 00P0000 | EMA61023 |
| EMZD SUD-EST | LYON | 04UJ000 | EMA61024 |
| EMZD SUD-OUEST | BORDEAUX | 00M3000 | EMA61025 |
| EMZD EST | METZ | 04UK000 | EMA61026 |
| EMA | PARIS | 00RU000 | EMA61027 |
| IDA (<i>Inspection des Armées</i>) | PARIS | 05GB000 | EMA61029 |
| IGA (<i>Inspection Générale des Armées</i>) | PARIS | 018F000 | EMA61030 |
| MMF (<i>Mission Militaire Française</i>) | PARIS | 09UW000 | EMA61031 |
| EMA PRIM/NSE OTAN UE EMI | PARIS | 05BU000 | EMA61042 |
| UFV (<i>Unité Française de Vérification</i>) | CREIL | 05G9000 | EMA61032 |
| EMIA CAP VERT (SENEGAL) | OUAKAM | 011M000 | EMA61033 |
| CSOA (<i>Centre de soutien des Opérations et des acheminements</i>) | VILLACOUBLAY | 09NT000 | EMA61034 |
| CPCO | PARIS | 2P00RU | EMA61035 |
| CIMD (<i>Centre d'identification du matériel des armées</i>) | BRUZ | | EMA61037 |
| CICoS - Echelon central (<i>centre interarmées de coordination du soutien</i>) | PARIS | 09O9000 | EMA61039 |
| CICoS - Passerelles COMBd (<i>y compris OME</i>) | Tous sites BdD | 09O9000 | EMA61040 |
| DSAé | | | EMA61041 |
| DMAé | BORDEAUX | 0AE0BEC | EMA61045 |
| DMAé | PARIS | | EMA61050 |
| SEEAD | ISTRES | 08BD000 | EMA61046 |
| CRPOC | RENNES | 0A6M000 | EMA61047 |

| EMA | | | |
|--|--------------------------|------------|--------------------|
| Services Employeurs | Garnison | Code Crédo | Code autorité 2021 |
| SCA | | | |
| Direction du commissariat | COTE D'IVOIRE | 0AGW000 | EMA41050 |
| Direction du commissariat | DJIBOUTI | 0AGX000 | EMA41051 |
| Direction du commissariat | ANTILLES | 0AGY000 | EMA41052 |
| Direction du commissariat | GUYANE | 0AGZ000 | EMA41053 |
| Direction du commissariat | GABON | 0AH0000 | EMA41054 |
| Direction du commissariat | POLYNESIE FRANCAISE | 0AH1000 | EMA41055 |
| Direction du commissariat | SENEGAL | 0AH2000 | EMA41056 |
| Direction du commissariat | NOUVELLE CALEDONIE | 0AH3000 | EMA41057 |
| Direction du commissariat | REUNION-MAYOTTE | 0AH4000 | EMA41058 |
| Direction du commissariat | EMIRATS ARABES UNIS | 0AGT000 | EMA97005 |
| Groupement de soutien de la base de défense | FORT DE FRANCE | 0AGY005 | EMA41002 |
| Groupement de soutien de la base de défense | CAYENNE | 0AGZ002 | EMA41003 |
| Groupement de soutien de la base de défense | SAINT DENIS | 0AH4002 | EMA41004 |
| Groupement de soutien de la base de défense | MONT DORE | 0AH300Q | EMA41005 |
| Groupement de soutien de la base de défense | ARUE | 0AH1002 | EMA41006 |
| Groupement de soutien de la base des éléments français | SENEGAL | 0AH2002 | EMA41007 |
| Groupement de soutien de la base des éléments français | GABON | 0AH0002 | EMA41008 |
| Groupement de soutien de la base des forces françaises | EMIRATS ARABES UNIS | 0AGT00Q | EMA41009 |
| Groupement de soutien de la base des forces françaises | DJIBOUTI | 0AGX006 | EMA41010 |
| Groupement de soutien de la base des forces françaises | ABIDJAN | 0AGW002 | EMA41011 |
| SCA | | | |
| SCA GSBDD | ANGOULEME | 0616000 | EMA42002 |
| SCA GSBDD | BRIVE LA GAILLARDE | 0643000 | EMA42003 |
| SCA GSBDD | BORDEAUX MERIGNAC | 084R000 | EMA42004 |
| SCA GSBDD | CAZAUX | 084X000 | EMA42005 |
| SCA GSBDD | MONT DE MARSAN | 084W000 | EMA42006 |
| SCA GSBDD | MONTAUBAN AGEN | 0612000 | EMA42007 |
| SCA GSBDD | PAU BAYONNE TARBES | 061B000 | EMA42008 |
| SCA GSBDD | POITIERS ST MAIXENT | 064B000 | EMA42009 |
| SCA GSBDD | ROCHEFORT COGNAC | 069K000 | EMA42010 |
| SCA GSBDD | TOULOUSE CASTRES | 061S000 | EMA42011 |
| SCA GSBDD | ANGERS SAUMUR LE MANS | 0647000 | EMA43002 |
| SCA GSBDD | AVORD-BOURGES | 0634000 | EMA43003 |
| SCA GSBDD | BREST-LORIENT | 0631000 | EMA43004 |
| SCA GSBDD | CHERBOURG | 069J000 | EMA43005 |
| SCA GSBDD | EVREUX | 084Q000 | EMA43006 |
| SCA GSBDD | ORLEANS-BRICY | 084Y000 | EMA43007 |
| SCA GSBDD | RENNES | 00JS000 | EMA43008 |
| SCA GSBDD | TOURS | 0851000 | EMA43009 |
| POLE | GUER | | EMA43011 |
| POLE | VANNES MEUCON | | EMA43012 |
| SCA GSBDD | IDF | 0AIZ000 | EMA97006 |
| POLE | ECOLE MILITAIRE | 0862000 | EMA44002 |
| POLE | MONTLHERY | 060T000 | EMA44003 |
| POLE | ST-GERMAIN-EN-LAYE | 0864000 | EMA44004 |
| POLE | VERSAILLES -SATORY | 0865000 | EMA44005 |
| POLE | VILLACOUBLAY | 084S000 | EMA44006 |
| POLE | VINCENNES | 0867000 | EMA44007 |
| SGA GSPPE | RUEL MALMAISON | 01A9000 | EMA44008 |
| SCA GSBDD | SAINT GERMAIN EN LAYE | | EMA44009 |
| SCA GSBDD | CALVI | 063T000 | EMA45002 |
| SCA GSBDD | CARCASSONNE | 0644000 | EMA45003 |
| SCA GSBDD | CLERMONT FERRAND | 0611000 | EMA45004 |
| SCA GSBDD | DRAGUIGNAN | 060V000 | EMA45005 |
| SCA GSBDD | GAP | 063Z000 | EMA45006 |
| SCA GSBDD | GRENOBLE-ANNECY-CHAMBERY | 0613000 | EMA45007 |
| SCA GSBDD | ISTRES SALON DE PROVENCE | 084Z000 | EMA45008 |
| POLE | LA VALBONNE-AMBERIEU | 0610000 | EMA45009 |
| SCA GSBDD | LYON MT VERDUN | 060V000 | EMA45010 |
| SCA GSBDD | MARSEILLE - AUBAGNE | 0623000 | EMA45011 |
| SCA GSBDD | NIMES-ORANGE-LAUDUN | 060U000 | EMA45012 |
| SCA GSBDD | SOLENZARA | 0850000 | EMA45013 |
| SCA GSBDD | ST CHRISTOL | 063R000 | EMA45014 |
| SCA GSBDD | TOULON | 087A000 | EMA45015 |
| POLE | VALENCE | 063G000 | EMA45016 |
| SCA GSBDD | BELFORT | 0617000 | EMA46002 |
| SCA GSBDD | BESANCON | 045Q000 | EMA46003 |
| SCA GSBDD | CHARLEVILLE MEZIERES | 063V000 | EMA46004 |
| POLE | COLMAR | 0618000 | EMA46005 |
| SCA GSBDD | CREIL | 0633000 | EMA46006 |
| POLE | DIJON | 084P000 | EMA46007 |
| SCA GSBDD | EPINAL-LUXEUIL | 084V000 | EMA46008 |
| SCA GSBDD | LILLE | 060J000 | EMA46009 |
| SCA GSBDD | METZ | 063S000 | EMA46010 |
| SCA GSBDD | MOURMELON-MAILLY | 060I000 | EMA46011 |
| SCA GSBDD | NANCY | 0632000 | EMA46012 |
| SCA GSBDD | PHALSBOURG | 0614000 | EMA46013 |
| SCA GSBDD | ST DIZIER-CHAUMONT | 084T000 | EMA46014 |
| SCA GSBDD | STRASBOURG HAGUENAU | 060Z000 | EMA46015 |
| SCA GSBDD | VERDUN | 0619000 | EMA46016 |

EMA

| Services Employeurs | Garnison | Code Crédo | Code autorité 2021 |
|---|----------------------------|------------|-----------------------|
| SCA | | | |
| CIMOB (Centre interarmées de la mobilité) | BREST | 0AK2000 | EMA97007 |
| Centre interarmées du soutien des équipement du commissariat | RAMBOUILLET | 0AGN000 | EMA70008 |
| Centre interarmées du soutien juridique | VELIZY VILLACOUBLAY | 0AGO000 | EMA70059 |
| Centre interarmées du soutien restauration-loisirs | LYON | 0AGR000 | EMA70060 |
| Centre interarmées du soutien ADM des opérations | VILLACOUBLAY | 0AGV000 | EMA70009 |
| CIAS (<i>Centre Interarmées de la Solde</i>) | NANCY | 0668000 | EMA70010 |
| CIM (Centre interarmées du soutien multiservices) | RAMBOUILLET | 0AGQ000 | EMA97008 |
| Etablissement national de la solde | | 0AGK000 | EMA70061 |
| CISAP (Centre interarmées de la solde de administration du personnel) | RAMBOUILLET | 0AL7000 | EMA97009 |
| CCRH | TOURS | 0AKN000 | EMA97010 |
| CSO (Centre du soutien opérationnel) | PARIS | 0AKM000 | EMA97011 |
| ICA (Inspection du commissariat des armées) | PARIS | 0AL2000 | EMA97012 |
| DC SCA | PARIS /RAMBOUILLET / ARCUE | 066D000 | EMA70017 |
| EDIACA | ST ETIENNE | 047X000 | EMA70018 |
| ELOCA | ROANNE | 04VY000 | EMA70023 |
| ELOCA | BRETIGNY | 0695000 | EMA70025 |
| ELOCA | MARSEILLE | 0694000 | EMA70026 |
| ELOCA | ANGERS | - | EMA70045 |
| ELOCA | CHÂTRES | - | EMA70046 |
| LABOCA (<i>Laboratoire du commissariat des armées</i>) | ANGERS | - | EMA70047 |
| EFQ (<i>école des fourriers de Querqueville</i>) | QUERQUEVILLE | - | EMA70048 |
| Aumonerie militaire des forces armées | PARIS | - | EMA70051 |
| Plateforme commissariat SUD EST | LYON | 0AGJ000 | EMA70027 |
| Plateforme commissaria OUEST | RENNES | 0AGM000 | EMA70028 |
| Plateforme commissariat PARIS | ST GERMAIN EN LAYE | 0AGF000 | EMA70029 |
| Plateforme commissariat EST | METZ | 0AGE000 | EMA70030 |
| Plateforme commissariat BREST | BREST | 0AGG000 | EMA70031 |
| Plateforme commissariat SUD | TOULON | 0AGH000 | EMA70032 |
| Plateforme commissariat SUD OUEST | BORDEAUX | 0AGI000 | EMA70033 |
| Plateforme commissariat | RAMBOUILLET | 0AGD000 | EMA70062 |
| SLC (<i>services locaux du contentieux</i>) | TOULON | - | EMA70054 |
| SLC | BORDEAUX | - | EMA70055 |
| SLC | RENNES | - | EMA70056 |
| SLC | METZ | - | EMA70057 |
| Plateforme affrètement et transport | VILLACOUBLAY | 0AGL000 | EMA70036 |
| Ecole du commissariat aux armées | Salon-de-Provence | | EMA70037 |
| centre interarmées du soutien métiers et contrôle interne | RAMBOUILLET | 0AGP000 | EMA70038 |

EMA

| Services Employeurs | Garnison | Code Crédo | Code autorité 2021 |
|--|-----------------------|-----------------|--------------------|
| CTG | | | |
| SGDSN-CENT TRANS GOUV | PARIS | 06A000 & 086A00 | EMA91101 |
| DRM | | | |
| DIR RENS MIL - PARIS | PARIS | 00RY000 | EMA93100 |
| CFIAR | STRASBOURG | 00RY106 | EMA93101 |
| 25°RGA | | | |
| 25E RGA | ISTRES | 00Z5152 | EMA31001 |
| DGA & ECOLE POLYTECHNIQUE | | | |
| ECOLE POLYTECHNIQUE | PALaiseau | 00R8134 | EMA95100 |
| DGA EM (<i>Essais de missiles</i>) | BISCARROSSE | 06CV16N | EMA95101 |
| 44°RI | | | |
| 44°RI | PARIS | 00RC000 | EMA96001 |
| 44°RI (<i>OPEX</i>) | PARIS | 00RC000 | EMA96002 |
| 44°RI (<i>PREPA OPS</i>) | PARIS | 00RC000 | EMA96003 |
| PIAM | | | |
| PIAM | ANGERS | 08AE000 | EMA97001 |
| DIRISI | | | |
| DC - DIRISI | BICETRE | 05BN000 | EMA30001 |
| DIRISI POLE OPS DEVELOPPEMENT | BICETRE | | EMA30024 |
| DIRISI | TOULON | 05Y0000 | EMA30002 |
| DIRISI | BORDEAUX | 013K000 | EMA30003 |
| DIRISI POLE OPS HEBERGEMENT | BORDEAUX | | EMA30021 |
| DIRISI | BREST | 05XE000 | EMA30004 |
| DIRISI IDF | SURESNES | 013L000 | EMA30005 |
| DIRISI | LYON | 013N000 | EMA30006 |
| DIRISI POLE OPS RESEAUX TRANSPORT ET DESSERT | MAISONS LAFFITTE | | EMA30022 |
| DIRISI | METZ | 013Q000 | EMA30007 |
| DIRISI POLE OPS ESPACE NUMERIQUE DE TRAVAIL | METZ | | EMA30020 |
| DIRISI | RENNES | 01HE000 | EMA30008 |
| DIRISI POLE OPS ADMINISTRATION ET SECURITE | RENNES | | EMA30023 |
| 8RTRS | SURESNES | 013S000 | EMA30009 |
| CNSO | ORLEANS | 013E000 | EMA30010 |
| DIRISI | DAKAR | 430000 | EMA30012 |
| DIRISI | CAYENNE | 015F000 | EMA30013 |
| DIRISI | FORT DE FRANCE | 014T000 | EMA30014 |
| DIRISI | NOUMEA | 016Y000 | EMA30015 |
| DIRISI | PAPEETE | 016M000 | EMA30016 |
| DIRISI | PORT BOUET | 09V0000 | EMA30017 |
| DIRISI | SAINT DENIS | 02UC000 | EMA30018 |
| DIRISI | ABU DHABI | | EMA30019 |
| SERVICE INTERARMEES DES MUNITIONS | | | |
| EC-SIMU | VERSAILLES | 0672000 | EMA50001 |
| ETABLISSEMENT PRINCIPAL MUNITIONS | BRETAGNE | 062Y000 | EMA50005 |
| ETABLISSEMENT PRINCIPAL MUNITIONS | CENTRE-AQUITAINE | 06TB000 | EMA50006 |
| ETABLISSEMENT PRINCIPAL MUNITIONS | CHAMPAGNE-LORRAINE | 06T8000 | EMA50007 |
| ETABLISSEMENT PRINCIPAL MUNITIONS | PROVENCE MEDITERRANEE | 062X000 | EMA50008 |

REFERENTIEL CODES ACTIVITES 2021

FORMATION

| FORMATION | | | | | | |
|----------------|---|---|--|---|---|---------------------------|
| DOMAINE | SOUS-DOMAINE | LIBELLE LONG | LIBELLE COURT | FINANCEMENT | CODE | |
| 5 FORMATION | 1 / 2 STAGIAIRES MDR | 1 | FMIR (Formation Militaire Initiale du Réserviste) | STAGE MDR FMIR | CFTFMIR | 511 |
| | | 2 | FE (Formation Elémentaire) | STAGE MDR FE | Service Employeur | 512 |
| | | 3 | FASOR (Formation d'Adaptation des Sous-Officiers de Réserve) | STAGE MDR FASOR | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 513 |
| | | 5 | Autres (Secourisme, Conducteurs, ...) | AUTRES STAGES MDR | Service Employeur | 515 |
| | | 6 | FIE/SD (Formation Initiale à l'Encadrement/semi direct) - Ex FIE | STAGE MDR FIE/SD | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 516 |
| | | 7 | FIE/D (Formation Initiale à l'Encadrement/direct) | STAGE MDR FIE/D | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 517 |
| | | 8 | FIOR D/CDT (Formation Initiale des OR direct - voie commandement après PMS) | STAGE MDR FIOR/D/CDT | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 518 |
| | | 9 | FIOR D/EM (Formation Initiale des OR direct - voie EM) | STAGE MDR FIOR/D/EM | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 519 |
| | | 2 STAGIAIRES SOUS-OFFICIER | 3 | FAOR (Formation d'Adaptation des Officiers de Réserve) | STAGE SOFF FAOR | RHT02001 (CAF/RESERVE) |
| | 4 | | SOFEM (Stage sous-officiers d'état-major) | STAGE SOFF SOFEM | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 524 |
| | 5 | | Autres (Secourisme, JDC, ...) | AUTRES STAGES SOFF | Service Employeur | 525 |
| | 6 | | BAS 2 (Brevet d'aptitude sous-officier - UV1 proterre + UV2 spécialité) | STAGE SOFF BAS2 | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 526 |
| | 7 | | FIOR SD (Formation initiale des officiers de réserve semini direct) - Ex FIOR 1 | STAGE SOFF FIOR SD | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 527 |
| | 8 | | BAS 3 (Brevet d'aptitude de spécialité) | STAGE SOFF BAS3 | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 528 |
| | 3 STAGIAIRES OFFICIER | 2 | CEM (Stage de Certification d'Etat-Major) | STAGE OFF CEM | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 532 |
| | | 3 | SITEM (Stage d'Initiation aux Techniques d'Etat-Major) | STAGE OFF SITEM | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 533 |
| | | 4 | CSORSEM (Cours Supérieur des Officiers de Réserve Spécialistes d'Etat-Major) et PED | STAGE OFF CSORSEM & PED | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 534 |
| | | 5 | Autres (Secourisme, JDC, ...) | AUTRES STAGES OFF | Service Employeur | 535 |
| | | 7 | Chef de section Proterre | STAGE OFF CDS PROTERRE | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 537 |
| | | 8 | CFCU (Cours de formation des commandants d'unité) | STAGE OFF CFCU | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 538 |
| | 4 STAGES DIVERS | 9 | stages relevant de l'enseignement militaire supérieur (dont BTEMG, BTIAR et y compris à l'étranger) | STAGE OFF ENS SUP | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 539 |
| | | 1 | Stages OTIAD (Organisation territoriale IA de défense pour officiers & sous-officiers) et Territoire National (TN) | STAGE OTIAD et TN | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 541 |
| | | 2 | Stage OAR (Officier adjoint réserve) | STAGE OAR | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 542 |
| | | 3 | Stage à l'étranger (Oberammergau, ...) | STAGE A L'ETRANGER | Service Employeur | 543 |
| | | 4 | Autres stages du CAF | AUTRE STAGES DU CAF | RHT02001 (CAF/RESERVE) | 544 |
| | | 5 | Formation au recrutement | FORMATION AU RECRUTEMENT | Service Employeur | 545 |
| | | 8 | Autres stages hors CAF | AUTRE STAGES HORS CAF | Service Employeur | 548 |
| | | 9 | Auditeur IHEDN | AUDITEUR IHEDN | Nouve pas de droit à solde mais simplement complémentation des JA | 549 |
| | | 5 ENCADREMENT STAGE (instructeurs) | 1 | Encadrement des stages réalisés par l'ESORSEM (CSORSEM, SITEM, SOFEM, CEM, ...) | ENCADREMENT ESORSEM | CDT06002 (CDEC) |
| | 2 | | Encadrement stages FCR/FMIR/CFIM | ENCADREMENT FCR/FMIR/CFIM | Service Employeur | 552 |
| 3 | Equipes pédagogiques (Jury, Préparation épreuves, Examen, Cours, ...) | | EQUIPES PEDAGOGIQUES | Service Employeur | 553 | |
| 4 | Encadrement autres stages (Préparations militaires, FE, FIE, FIOR, ...) | | AUTRES STAGES ENCADREMENT | Service Employeur | 554 | |
| 5 | Encadrement et animation sur simulateur OPS (SOULT, ... hors prépa Ops CFT) | | ENCADREMENT ET ANIMATION | Service Employeur | 555 | |
| 6 | Instruction CFIM + | | CFIM + | Service Employeur | 556 | |

PREPARATION OPERATIONNELLE

| DOMAINE | SOUS-DOMAINE | LIBELLE | | LIBELLE COURT | FINANCEMENT | CODE |
|---------|--|---------|--|--|-------------------|------|
| 6 | PREPARATION OPERATIONNELLE 0 / 1 OPERATIONNELLE GENERIQUE | 0 | Instruction des UER | INSTRUCTION DES UER | Service Employeur | 600 |
| | | 1 | Instruction et entretien des savoir-faire hors UER | Instruct entretien savoir-faire hors UER | Service Employeur | 601 |
| | | 2 | Activités de préparation opérationnelle de niveau 4 ou 5 sur TN (UER) | PO NIV 4 OU 5 UER | Service Employeur | 602 |
| | | 3 | Activités de préparation opérationnelle à l'étranger (De Niv 1 à 5) | Activités de prépa ops étranger | Service Employeur | 603 |
| | | 4 | Préparation opérationnelle générique Activités de préparation opérationnelle de niveau 3 sur TN | Activités de prépa ops niveau 3 sur TN | Service Employeur | 604 |
| | | 5 | Activités de préparation opérationnelle de niveau 4 ou 5 sur TN (EMT-R) | PO NIV 4 OU 5 EMT-R | Service Employeur | 605 |
| | | 6 | Préparation opérationnelle générique Activités de préparation opérationnelle de niveau 1 ou 2 sur TN | Activités de prépa ops niveau 1 ou 2 TN | Service Employeur | 606 |
| | | 7 | Contrôle-évaluation des EM de niveau 1 et 2 en métropole | Contrôle-évaluation EM métropole | Service Employeur | 607 |
| | | 8 | Préparation opérationnelle générique Activités préparation opérationnelle interarmées sur TN OTIAD | Activités de prépa ops interarmées | Service Employeur | 608 |
| | | 9 | Préparation opérationnelle générique Activités de préparation opérationnelle interarmées à l'étranger | Activités de prépa ops IA étranger | Service Employeur | 609 |
| | | 10 | Contrôle-évaluation des EM de niveau 1 et 2 à l'étranger | Contrôle-évaluation EM étranger | Service Employeur | 610 |
| | | 11 | Encadrement et animation SOULT au titre de la Prépa Ops CFT | Entraînement JANUS/SCIPIO/SOULT | CFTSOULT | 611 |
| | | 12 | Activités de préparation opérationnelle relative aux CO individuels en centre opérationnel (CPCO, OTIAD, EMT-R et autres CO) | Activités de prépa ops CI en CO | Service Employeur | 612 |
| | | 13 | Participation de la RO1 aux exercices de convocation de la RO2 (VORTEX, ...) | Activité RO1 sur VORTEX | Service Employeur | 613 |
| | | 14 | Activités de préparation opérationnelle de niveau 7 concourant à l'obtention du SO1 | PO NIV 7 EN VUE SO1 | Service Employeur | 614 |
| | | 15 | Activités de préparation opérationnelle de niveau section (SO1 de niv 6) | PO NIV 6 POUR SO1 | Service Employeur | 615 |
| | | 16 | Activités de préparation opérationnelle MDR de niveau UP1 | PO NIV 8 MDR UP1 | Service Employeur | 617 |
| | | 17 | Activités de préparation opérationnelle MDR de niveau UP2 | PO NIV 8 MDR UP2 | Service Employeur | 618 |
| 2 | MCP (Mise en condition avant projection) | 1 | MCP OPEX | MCP OPEX | Service Employeur | 621 |
| | | 2 | MCP MCD | MCP MCD | Service Employeur | 622 |
| | | 3 | MCP OPINT | MCP OPINT | Service Employeur | 623 |
| | | 4 | Pré et post acheminement OPINT | PREPOSTACHEMIN OPINT | Service Employeur | 624 |

MISSIONS OPERATIONNELLES

| DOMAINE | SOUS-DOMAINE | LIBELLE | | LIBELLE COURT | FINANCEMENT | CODE | |
|---------|--------------|--|---|---|--|--------------------------------|-------------------|
| 7 | 0 | RTE | 1 | Pré et post acheminement RTE | PREPOSTACHEMIN RTE | CFTOPEXM | 701 |
| | | | 2 | RTE | RTE | CFTOPEXT | 702 |
| | | | 3 | Permissions RTE | PERM RTE | CFTOPEXM | 703 |
| | 1 | OPEX | 1 | Pré et post acheminement OPEX | PREPOSTACHEMIN OPEX | CFTOPEXM | 711 |
| | | | 2 | OPEX | OPEX | CFTOPEXT | 712 |
| | | | 3 | Permissions OPEX | PERM OPEX | CFTOPEXM | 713 |
| | 2 | MCD | 1 | Pré et post acheminement MCD | PREPOSTACHEMIN MCD | CFTOPEXM | 721 |
| | | | 2 | MCD | MCD | CFTMCD | 722 |
| | | | 3 | Permissions MCD | PERM MCD | CFTOPEXM | 723 |
| | 3 / 4 / 5 | Mission sur le territoire national | 1 | SENTINELLE / VIGIPIRATE | Sentinelle/Vigipirate | Service Employeur | 731 |
| | | | 3 | Missions non planifiées (Aide aux populations, Catastrophe naturelle, industrielle ou technologique, Demande de concours,...) | Missions non planifiées (catastrophe nat) | Service Employeur | 733 |
| | | | 4 | Missions de protection planifiées (HARPIE, BRETAGNE, TITAN, ...) | HARPIE, BRETAGNE, TITAN | Service Employeur | 734 |
| | | | 5 | Autres missions planifiées (TSIA, ...) | Autres missions planifiées | Service Employeur | 735 |
| | | | 6 | Protection d'emprises militaires et autres points d'intérêts vitaux | Protection d'entreprises militaires | Service Employeur | 736 |
| | | | 7 | CO individuels en centre opérationnel (CPCO, OTIAD, EMT-R et autres CO) | CO individuels | Service Employeur | 737 |
| | | | 8 | Soutien opérationnel aux cérémonies nationales (8 mai, 14 juillet, 11 novembre) | Soutien opérationnel cérémonies | Service Employeur | 738 |
| | | | 9 | Missions opérationnelles missions sur territoire national HEPHAISTOS | Mission HEPHAISTOS | Service Employeur | 739 |
| | | | 0 | Missions opérationnelles missions sur territoire national CUIRASSE | Mission CUIRASSE | Service Employeur | 740 |
| | | | 1 | Mission sur le territoire national Activité de cyberdéfense | ACTIVITE CYBER | Service Employeur | 751 |
| | | | 2 | Activité NEDEX | ACTIVITE NEDEX | Service Employeur | 752 |
| | | | 2 | Résilience | Résilience | Service Employeur | 753 |
| | 4 | Renforts & compléments opérationnels individuels | 1 | Renforts opérationnels Renfort CPCO hors missions TN | Renfort CPCO hors missions TN | Service Employeur | 741 |
| | | | 3 | Renforts opérationnels Autres renforts OPS (Ambassade, étranger, OHQ chaîne OTIAD, NRFC...) | Autres renforts OPS | Service Employeur | 743 |
| | | | 4 | Renforts et compléments opérationnels CO en état-major hors missions TN | CO en état-major hors missions TN | Service Employeur | 744 |
| | | | 5 | Renforts et compléments opérationnels (Hors référent réserve régimentaire) | CO en régiment (Hors référent) | Service Employeur | 745 |
| | | | 6 | Renforts et compléments opérationnels (Spécifique référent réserve régimentaire) | CO en régiment (Spécifique référent) | Service Employeur | 746 |
| | | | 7 | Renforts et compléments opérationnels (d'application, de spécialité, lycées militaires...) | CO EN ECOLE | Service Employeur | 747 |
| 8 | | | Renforts et compléments opérationnels (des matériels aéronautiques) | CO chargé du MCO (matériels aéro) | Service Employeur | 748 | |
| 9 | | | Renforts et compléments opérationnels (des matériels terrestres) | CO chargé du MCO (matériels terrestres) | Service Employeur | 749 | |
| 5 | | | Action en GSBdD | 0 | Activités des GSBdD & renforts au profit des GSBDD | Activités des GSBDD & renforts | Service Employeur |

SOUTIEN & ENVIRONNEMENT

| DOMAINE | SOUS-DOMAINE | | LIBELLE | LIBELLE COURT | FINANCEMENT | CODE | | | |
|---------|--------------|---|---------|---|---|--|--------------------------------------|-------------------|-----|
| 8 | 1 | SOUTIEN | 4 | Soutien (IAT, CCoS, ARD, DIRISI, ESID, DICOD, DGRIS, CIAE, DPID, CFMD, DMPA, SCA hors GSBDD, ...) | Soutien (IAT, CCoS, ARD, DIRISI, ESID, ...) | Service Employeur | 814 | | |
| | | | 8 | Soutien & Environnement SI LOUVOIS & futur S.I. (Source, ...) | Soutien SI LOUVOIS & futur SI (Source) | Service Employeur | 818 | | |
| | | | 9 | Soutien & Environnement Soutien aux exportations | Soutien aux exportations | Service Employeur | 819 | | |
| | 2 | ASSOCIATION | 3 | Association Autres activités associatives | Autres activités associatives | Service Employeur | 823 | | |
| | | | 4 | Association (Compétitions, Académie des langues, Séminaires...) | CIOR/AESOR | Service Employeur | 824 | | |
| | 3 / 4 | LIEN ARMEE-NATION | 0 | Activité au profit des cadets de la défense | Activité au profit cadets de la défense | Service Employeur | 830 | | |
| | | | 1 | Lien Armée Nation JDC (intervenants) | JDC (intervenants) | Service Employeur | 831 | | |
| | | | 2 | Lien Armée Nation Cérémonies diverses | Cérémonies div (dont activ musicales) | Service Employeur | 832 | | |
| | | | 3 | Activités des personnels défilants aux cérémonies nationales (8 mai, 14 juillet, 11 novembre) | Activités des personnels défilants | Service Employeur | 833 | | |
| | | | 4 | Lien Armée Nation Musée, Patrimoines | Musée, Patrimoines | Service Employeur | 834 | | |
| | | | 5 | Lien Armée Nation Journée nationale du réserviste | Journée nationale du réserviste (JNR) | Service Employeur | 835 | | |
| | | | 6 | Lien Armée Nation Actions de rayonnement | Actions de rayonnement | Service Employeur | 836 | | |
| | | | 7 | Lien Armée Nation Activité dans le cadre du Service Militaires Volontaire (SMV) | Activité dans le cadre du SMV | Service Employeur | 837 | | |
| | | | 2 | Activité réalisée dans le cadre du Service Militaire Adapté (SMA) | ACTIVITE SMA | Service Employeur | 842 | | |
| | | | 8 | Lien Armée Nation Activité du réseau Entreprise Défense (CRED) | Activité réseau Entreprise Défense CRED | Service Employeur | 838 | | |
| | | | 9 | Activité au profit du service national universel (SNU) | Service National Universel (SNU) | Service Employeur | 839 | | |
| | | | 4 | Action sociale & aide à l'insertion | 1 | Action sociale et aide à l'insertion (Lutte contre l'illettrisme, EPIDe, EID...) | Action sociale et aide à l'insertion | Service Employeur | 841 |
| | | | 5 | Information & Recrutement | 1 | Information et recrutement Séminaires et réunions liés à la réserve | Conférence, séminaires | Service Employeur | 851 |
| | 2 | Information et recrutement Actions de recrutement (Forum, campagnes, Préparations découvertes...) | | | Actions recrutement (Forum, campagnes) | Service Employeur | 852 | | |
| | 6 | Aide au commandement | 0 | Aide au commandement Activité des Officier Adjoint Réserve (OAR) agissant en fonction | Act Off Adj Rés (OAR) agissant fonct | Service Employeur | 860 | | |
| | | | 1 | Activités relative à l'administration et aux actes de gestion dans les UER | ACTIVITE ADM DES UER | Service Employeur | 861 | | |

DIVERS ADMINISTRATION

| DOMAINE | SOUS-DOMAINE | | LIBELLE | LIBELLE COURT | FINANCEMENT | CODE | |
|---------|--------------|----------------|---------|---|---|-------------------|-----|
| 9 | 1 | DIVERS ADM | 5 | Divers ADM Formalités administratives (VSA, engagement...) | Formalités administratives (VSA engagement) | Service Employeur | 915 |
| | | | 6 | Divers ADM Permissions (Hors OPEX et MCD) | PERM HORS OPEX & MCD | Service Employeur | 916 |
| | 2 | TECHNIQUE ROC | 0 | Code 1 pour création en gestion (ROC) | Code 1 pour création en gestion (ROC) | Service Employeur | 920 |
| | | | 3 | Code 2 pour création en gestion (ROC) | Code 2 pour création en gestion (ROC) | Service Employeur | 923 |
| | | | 4 | Code 3 pour création en gestion (ROC) | Code 3 pour création en gestion (ROC) | Service Employeur | 924 |
| | 9 | ACTIVITE A - 1 | 9 | Code réservé pour les paiements antérieurs à l'année en cours | ACTIVITE A-1 | Service Employeur | 999 |

